

teur, ils sont, en revanche, des sauvains. Cette ressemblance qui peut être familière et l'estime. Mais le Souverain-Pontife fait profession pour M. Ribot.

Les mandements dans lesquels l'archevêque de Pérone s'exprime sur le thème de la religion et de la civilisation, l'issue commune d'une fleur et d'un fruit de la racine du christianisme, et les questions à y traiter les questions d'actualité de jour de la société moderne, et les conditions d'impersonnalité de la lecture, ont été lue par le cardinal de Pérone. M. Ribot, rapporteur.

Depuis le dix-huitième siècle, depuis Benoît XIV et Clément XIV, Rome n'avait pas vu un pape, poète latin et Toscan à ses heures, d'un esprit aussi cultivé, aussi familier avec les lettres classiques, avec les littéraires vivantes.

Maintenant, les deux qualités que Léon XIII a prises le plus, et qu'il s'attache à donner à ses écrits, sont la simplicité et la modération. Ses lettres, ses encycliques, il les soumet au Sacré-Colège. Rien n'est plus admirable que la manière dont il écoute les avis et tient compte des objections. Il lui est arrivé de retarder, après de graves débats, des encycliques qu'il avait préparées. Comme il est sujet aux insomnies, ce sont les heures de la nuit qu'il emploie d'ordinaire à écrire ses importants ouvrages.

C'est par une vie aussi active, dont la répétition monotone épuiserait bien des hommes d'Etat, que le Saint-Père parvient à traiter directement les affaires de l'Eglise, dans leur immense détail. Elles se sont beaucoup accrues depuis le premier tiers de ce siècle. Plus de cent évêchés ont été fondés en Amérique. Pie IX écrivait peu, il inspirait ses coopérateurs. Léon XIII met la main à tout, voit tout de ses yeux et dirige tout.

La modération, qui est avec l'austérité, la note dominante dans le Souverain-Pontife, la modération dont l'est fait une loi, a porté ses fruits. Lors de son avènement, le corps diplomatique accablé au Vatican se réduisit à peu près aux ambassadeurs d'Autriche et de France. Il reçoit aujourd'hui des envoyés, des ambassadeurs de toutes les puissances, sauf de la Belgique et de l'Italie.

De ce côté, on ne voit encore aucun accord possible; mais le rétablissement des relations diplomatiques du Saint-Siège avec presque tous les Etats, garantit jusqu'à nouvel ordre son existence à Rome et son indépendance spirituelle.

Il faudrait se garder de croire toutefois que la modération présente dénote un changement ou un simple recul dans les doctrines du précédent pontificat. Je me souviens d'un mot profond qu'un dignitaire de la curie romaine m'a dit récemment : « Tout ce qu'il fallait dire a été dit. L'Eglise ne varie jamais. »

SENEGAL
(Service télégraphique particulier)

Séance du vendredi 22 décembre 1882

Présidence de M. LE ROYER
La séance est ouverte à 2 heures.

Discussion du budget
Le Sénat aborde la suite de la discussion du budget.

M. BERARDI croit que, dans la question des chemins de fer, le seul point important est la question qui intéresse l'agriculture, le commerce et l'industrie.

M. LE ROYER rappelle l'importance de la question. M. BUREAU proteste contre le reproche de M. Thuret, de se servir de la commission sénatoriale comme une arme de parti, car elle ferait non seulement une mauvaise, mais une maladroite action.

L'orateur croit que la situation financière n'est pas insurmontable; mais il faut s'occuper de la situation financière, et non de la situation politique. M. Thuret, après avoir dit qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Ribot, déclare qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Berardi.

M. Thuret dit qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Ribot. M. Berardi dit qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Ribot. M. Thuret dit qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Ribot.

M. Thuret dit qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Ribot. M. Berardi dit qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Ribot. M. Thuret dit qu'il n'est pas en faveur de la proposition de M. Ribot.

SÉNAT
(Service télégraphique particulier)

Séance du vendredi 22 décembre 1882

Présidence de M. BRISSON.
La séance est ouverte à 2 heures.

Crédits pour la marine
La Chambre adopte le projet de loi portant : 1° ouverture au ministre de la marine et de la pêche maritime d'un crédit supplémentaire de 900,000 francs au titre du chapitre 3 (vices); 2° annulation d'un crédit de 300,000 francs sur l'exercice 1881, même chapitre.

Service des impressions
Elle adopte ensuite le projet de loi portant ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 684,500 fr. applicable aux dépenses des impressions. — M. Alfred Hérald, rapporteur.

Ouverture et annulation de divers crédits
Elle aborde la discussion du projet de loi concernant : 1° la régularisation des crédits rendus en Conseil d'Etat, qui ont ouvert des crédits à divers ministres sur l'exercice 1882; 2° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les budgets ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1881; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les budgets ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les budgets ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1882; 5° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les budgets ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1882.

Chemin de fer
La Chambre adopte un projet portant augmentation de fonds, avances et subventions pour les chemins de fer vicinaux, après la déclaration d'urgence.

Écoles primaires
La Chambre aborde la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds et subventions pour les écoles primaires de la commune de Paris. — M. Eugène Durand, rapporteur.

Le projet de loi dit qu'on a violé le règlement en envoyant des amendements demandés de crédit à la commission du budget. — M. Brissou dit que la jurisprudence qui a été suivie est régulière.

Une longue discussion s'engage sur la déclaration d'urgence.

La suite de la discussion est renvoyée à demain. La séance est levée.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES
(Service particulier)

NOUVELLES PARLEMENTAIRES
La commission des finances au Sénat, après avoir entendu M. Hérisson, sur le budget extraordinaire, a repoussé la proposition du gouvernement, tendant à réduire les chiffres des travaux.

Une prochaine circulaire
Paris, 22 décembre. A la suite de l'incident de la commission sénatoriale de Lavoix, M. Duvaux enverra une circulaire pour interdire aux commissions sénatoriales le droit de s'ériger en tribunaux, comme celle de Lavoix.

EXPEDITION AU TONKIN
La Liberté dit que l'expédition du Tonkin est définitivement résolue.

NOUVELLES DIVERSES
Mouvement dans le corps consulaire
Paris, 22 décembre. Le Journal Français annonce la nomination de M. Clavier, directeur au ministère des affaires étrangères, comme consul général à Tripoli, en remplacement de M. Parrau, nommé consul général à Ochr.

Examen des candidats
Paris, 22 décembre. Le Conseil supérieur de l'Instruction a confirmé, par 36 voix contre 13, l'exclusion de vie des facultés de l'Etat de l'étudiant Martin, qui a collaboré à Lyon à une feuille pornographique.

Examens scolaires
Paris, 22 décembre. L'Officialité contient un décret déterminant les conditions pour l'examen annuel des enfants recevant l'instruction dans les familles.

Conseil général de la Seine
Paris, 22 décembre. M. Robinet proteste contre l'introduction dans le programme de l'enseignement primaire du paragraphe obligeant l'instituteur à enseigner aux enfants le premier hymne qui est dit aux jours divins au lieu de celles révélées par la science et la raison.

La suite de la discussion du budget. Les débats démontrent, en effet, que la principale cause de notre déficit financier est le fameux plan de travaux publics assigné par M. de Freycinet.

Paris, 22 décembre. M. Gambetta a été élu pour la première fois à la présidence de la commission sénatoriale des finances.

Paris, 22 décembre. M. Gambetta a été élu pour la première fois à la présidence de la commission sénatoriale des finances.

Paris, 22 décembre. M. Gambetta a été élu pour la première fois à la présidence de la commission sénatoriale des finances.

Paris, 22 décembre. M. Gambetta a été élu pour la première fois à la présidence de la commission sénatoriale des finances.

Paris, 22 décembre. M. Gambetta a été élu pour la première fois à la présidence de la commission sénatoriale des finances.

CHRONIQUE LOCALE

Le fait rapporté par toute la presse sous faux ou faux titres...

La publication de ces documents est une satisfaction qui est due à MM. Filpo et Delobret, satisfaction que M. le Maire ne saurait leur refuser et à laquelle nous nous empressons de nous associer.

Après réflexion, nous ne pouvons pas publier l'article de la Gazette de Cologne dont nous parlions hier. Les questions que nous avons formulées suffisent parce qu'elles s'adressent aux délégués de la ville de Roubaix; les détails obscurs dans lesquels est entrée la Gazette ne concernent vraiment pas le public.

Le CONSEIL MUNICIPAL a commencé hier la discussion du budget des dépenses. Les chapitres relatifs au personnel de l'Éclairage et au conditionnement ont donné lieu à une discussion fort orageuse.

La majorité a émis un vœu favorable à la mise à la retraite de M. Roche, proposé en chef, et a voté que le donataire des écoliers de M. Musin, directeur du conditionnement, doit aller voter la destitution de la préfeture.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce : MM. Scrpel-Roussel, Alexandre Vinchon, Éloy-Duvillier, Julien Lagache fils, membres sortants.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce :

PRÉSIDENT : M. Achille Defrenne, juge (de 9 heures à midi).
Juge (pour 2 années) : M. Cateau-Lepail (de 11 heures à 4 heures de l'après-midi).

Juges-suppléants : MM. Léon Motte et Paul Watine (de 9 heures à 4 heures de l'après-midi).

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

CHRONIQUE LOCALE

Les faits rapportés par toute la presse sous faux ou faux titres...

La publication de ces documents est une satisfaction qui est due à MM. Filpo et Delobret, satisfaction que M. le Maire ne saurait leur refuser et à laquelle nous nous empressons de nous associer.

Après réflexion, nous ne pouvons pas publier l'article de la Gazette de Cologne dont nous parlions hier. Les questions que nous avons formulées suffisent parce qu'elles s'adressent aux délégués de la ville de Roubaix; les détails obscurs dans lesquels est entrée la Gazette ne concernent vraiment pas le public.

Le CONSEIL MUNICIPAL a commencé hier la discussion du budget des dépenses. Les chapitres relatifs au personnel de l'Éclairage et au conditionnement ont donné lieu à une discussion fort orageuse.

La majorité a émis un vœu favorable à la mise à la retraite de M. Roche, proposé en chef, et a voté que le donataire des écoliers de M. Musin, directeur du conditionnement, doit aller voter la destitution de la préfeture.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce : MM. Scrpel-Roussel, Alexandre Vinchon, Éloy-Duvillier, Julien Lagache fils, membres sortants.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce :

PRÉSIDENT : M. Achille Defrenne, juge (de 9 heures à midi).
Juge (pour 2 années) : M. Cateau-Lepail (de 11 heures à 4 heures de l'après-midi).

Juges-suppléants : MM. Léon Motte et Paul Watine (de 9 heures à 4 heures de l'après-midi).

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

CHRONIQUE LOCALE

Les faits rapportés par toute la presse sous faux ou faux titres...

La publication de ces documents est une satisfaction qui est due à MM. Filpo et Delobret, satisfaction que M. le Maire ne saurait leur refuser et à laquelle nous nous empressons de nous associer.

Après réflexion, nous ne pouvons pas publier l'article de la Gazette de Cologne dont nous parlions hier. Les questions que nous avons formulées suffisent parce qu'elles s'adressent aux délégués de la ville de Roubaix; les détails obscurs dans lesquels est entrée la Gazette ne concernent vraiment pas le public.

Le CONSEIL MUNICIPAL a commencé hier la discussion du budget des dépenses. Les chapitres relatifs au personnel de l'Éclairage et au conditionnement ont donné lieu à une discussion fort orageuse.

La majorité a émis un vœu favorable à la mise à la retraite de M. Roche, proposé en chef, et a voté que le donataire des écoliers de M. Musin, directeur du conditionnement, doit aller voter la destitution de la préfeture.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce : MM. Scrpel-Roussel, Alexandre Vinchon, Éloy-Duvillier, Julien Lagache fils, membres sortants.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce :

PRÉSIDENT : M. Achille Defrenne, juge (de 9 heures à midi).
Juge (pour 2 années) : M. Cateau-Lepail (de 11 heures à 4 heures de l'après-midi).

Juges-suppléants : MM. Léon Motte et Paul Watine (de 9 heures à 4 heures de l'après-midi).

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

CHRONIQUE LOCALE

Les faits rapportés par toute la presse sous faux ou faux titres...

La publication de ces documents est une satisfaction qui est due à MM. Filpo et Delobret, satisfaction que M. le Maire ne saurait leur refuser et à laquelle nous nous empressons de nous associer.

Après réflexion, nous ne pouvons pas publier l'article de la Gazette de Cologne dont nous parlions hier. Les questions que nous avons formulées suffisent parce qu'elles s'adressent aux délégués de la ville de Roubaix; les détails obscurs dans lesquels est entrée la Gazette ne concernent vraiment pas le public.

Le CONSEIL MUNICIPAL a commencé hier la discussion du budget des dépenses. Les chapitres relatifs au personnel de l'Éclairage et au conditionnement ont donné lieu à une discussion fort orageuse.

La majorité a émis un vœu favorable à la mise à la retraite de M. Roche, proposé en chef, et a voté que le donataire des écoliers de M. Musin, directeur du conditionnement, doit aller voter la destitution de la préfeture.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce : MM. Scrpel-Roussel, Alexandre Vinchon, Éloy-Duvillier, Julien Lagache fils, membres sortants.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Voici les noms des candidats à l'élection qui aura lieu le mardi 26 décembre, pour le renouvellement partiel des membres du Tribunal de commerce :

PRÉSIDENT : M. Achille Defrenne, juge (de 9 heures à midi).
Juge (pour 2 années) : M. Cateau-Lepail (de 11 heures à 4 heures de l'après-midi).

Juges-suppléants : MM. Léon Motte et Paul Watine (de 9 heures à 4 heures de l'après-midi).

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.

Le Tribunal de commerce de Roubaix a décidé de s'occuper de la situation financière de la commune de Roubaix.